Campements, abris et squats

Des zones floues où vivent les réfugiés syriens au Liban

Are John Knudsen

Traducteur : Catherine Guilyardi

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3972>

DOI : ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000]
[2006] MySQL server has gone away

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 67-74

ISBN : 978-2-919040-39-1

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Are John Knudsen, « Campements, abris et squats », *Hommes & migrations* [En ligne], 1319 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2020, consulté le 08 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/3972> ; DOI : [https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE\[HY000\] \[2006\] MySQL server has gone away](https://doi.org/ERREUR PDO dans /localdata/www-bin/Core/Core/Db/Db.class.php L.34 : SQLSTATE[HY000] [2006] MySQL server has gone away)

CAMPEMENTS, ABRIS ET SQUATS

DES ZONES FLOUES OÙ VIVENT LES RÉFUGIÉS SYRIENS AU LIBAN

Par ARE JOHN KNUDSEN, directeur de recherche au CHR Michelsen Institut (CMI), Norvège.

Au Liban, une partie des réfugiés syriens qui se sont installés d'eux-mêmes vivent dans des conditions très difficiles, précaires et insalubres dans des campements, des abris ou des squats. La plupart ont une mobilité spatiale limitée, les femmes et les enfants ne quittant pas le foyer. La mobilité est ainsi circonscrite et délimitée pour éviter la stigmatisation sociale, d'être détecté et arrêté à cause d'un permis de séjour qui n'est plus valide. Il existe donc un lien entre le manque de droits et le caractère illégal du séjour dans ces zones urbaines au statut flou.

Les familles de réfugiés subissent une immobilité résidentielle forcée, vivant dans des abris urbains de types variés¹. Cet article est une contribution à l'étude du déplacement dans trois hétérotopies urbaines – les campements palestiniens illégaux (à Tyr, les abris auto-organisés (à Sidon) et les bâtiments abandonnés (à Beyrouth) –, en se fondant sur les notions couplées de campement et de refuge. Le premier terme, tel que défini par Barbara Harrell-Bond, caractérise l'ensemble des formes urbaines du campement. Le deuxième, développé par Michel Agier, montre qu'en l'absence d'hospitalité les réfugiés doivent créer leur propre espace et refuge². En ce sens, le Liban est un pays refuge plutôt qu'un pays de réfugiés. Ceci est également lié à ce que Derrida appelait « l'hostipalité », l'envers de l'hospitalité, et qui concerne l'invité indésirable³. Après

avoir dépassé les limites, non seulement de leur visa temporaire, mais aussi de l'accueil initial, les réfugiés syriens subissent et s'imposent eux-mêmes une immobilité résidentielle dans des enclaves de la misère urbaine au Liban. Ces « immobiles », bloqués et relégués sont les réfugiés les plus pauvres et les plus isolés, dans l'incapacité – dans certains cas par refus – de profiter de l'ouverture vers l'Europe qui a conduit à la « crise migratoire » de 2015-2016.

Le terme de « zones floues » est ici utilisé pour décrire ce que Michel Agier a qualifié d'« hors-lieux » : les zones périphériques les plus pauvres, marginales et conflictuelles des agglomérations et villes, généralement les lieux de vie des réfugiés palestiniens, ce quart-monde libanais. Soixante ans après leur arrivée au Liban, les Palestiniens ne

1. Une version antérieure de ce document a été présentée à l'atelier « Nouvelles formes de mobilité transfrontalière » organisé par l'Institut finlandais au Moyen-Orient (Finnish Institute in the Middle East) à Beyrouth, du 10 au 12 novembre 2016. Cette version a été préparée dans le cadre du projet BABELS réalisé par Michel Agier (EHESS) et coordonné par Nicolas Puig (IRD, URMIS) et Michel Tabet (LAS) pour le volet libanais. L'auteur conserve la responsabilité de ses écrits. 2. Guglielmo Verdirame, Barbara E. Harrell-Bond (dir.), *Rights in Exile: Janus-Faced Humanitarianism*, New York, Berghahn Books, 2005 ; Michel Agier, *Campement urbain. Du refuge naît le ghetto*, Paris, Payot, 2013. 3. Jacques Derrida, « Hostipality », in Angelaki, vol. 5, n° 3, 2000, pp. 3-18.

jouissent toujours pas des mêmes droits, ni ne sont autorisés à s'installer définitivement (*tawtîn*). Ils sont la raison pour laquelle le Liban ne reconnaît pas le statut de réfugié, et donc le droit à la protection des réfugiés syriens. Ils sont qualifiés de « déplacés » (*nāzihûn*) plutôt que de « réfugiés » (*lāji'ûn*), une terminologie soulignant que le Liban ne se considère pas comme un pays de réfugiés. Au Liban, le terme « demandeur d'asile » identifie une personne demandant l'asile dans un pays autre. Le statut juridique limité des Syriens et, avant eux, des réfugiés palestiniens, a créé et renforcé les frontières socio-légales et socio-spatiales entre eux et la majorité de la société, ainsi que la création de

nouveaux lieux en périphérie où les personnes déplacées, les réfugiés et les urbains pauvres cohabitent.

Ces trois zones représentent des types d'hétérotopies urbaines qui font partie de la cartographie mondiale des zones insécurisées⁴. Les études sur les implantations officieuses existent depuis longtemps au Liban, initiées par la cartographie précoce des bidonvilles de Beyrouth⁵, suivies des recherches sur le passage du campement vers des villes-campements⁶ et préfigurant des travaux récents sur le sujet⁷. Cet article complète ces recherches en se penchant sur la formation et la transformation d'espaces refuges, suite à la révolte et au déplacement des Syriens en 2011, ainsi que sur les conséquences de la politique libanaise sur l'auto-installation des réfugiés, également appelée « *politique hors camps*⁸ ». La « *politique hors camps* » a conduit à une convergence spatiale entre les Palestiniens et les Syriens pauvres qui viennent résider dans les mêmes endroits. Les Syriens s'installent près ou dans les zones où vivent les Palestiniens, étant pour la plupart dans des camps, des abris et des squats. Cela signifie paradoxalement que les Palestiniens accueillent les Syriens, deviennent leurs propriétaires et bailleurs, louant des chambres, des appartements ou des cabanes aux réfugiés arrivés récemment. Pourtant, les Palestiniens – au demeurant, moins que les réfugiés syriens – peuvent être assimilés aux anciens « *metoikos* » grecs, ceux qui vivaient dans la ville sans aucun droit civique⁹. Ce type d'individus itinérants, privés de droits, trouve son équivalent moderne dans les réfugiés urbains qui vivent généralement dans les zones les plus pauvres, les plus démunies et marginales, peuplées par ceux qui n'ont pas de permis de séjour en règle. Comme Loïc Wacquant, nous pourrions les appeler des « *parias urbains* », profondément marginaux et victimes d'une stigmatisation territoriale¹⁰.

/// Figure 1 : Tyr, Sidon, Beyrouth, trois hétérotopies urbaines

Source : Figure de Bjørnar Haveland reproduite avec sa permission.

4. Michel Agier, « Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge : Vers un paysage mondial des espaces précaires », in *Brésil*, n° 3, 2013, pp. 11-28. 5. André Bourgey, Joseph Pharès, « Les bidonvilles de l'agglomération de Beyrouth », in *Revue de géographie de Lyon*, vol. 48, n° 2, 1972, pp. 107-139. 6. Ishaq Y. Al-Qutub, « Refugee camp cities in the Middle East: A challenge for urban development policies », in *International Sociology*, vol. 4, n° 1, 1989, pp. 91-108. 7. Kamel Dorai, « Palestinian refugee camps in Lebanon: Migration, mobility and the urbanization process », in Are Knudsen, Sari Hanafi (dir.), *Palestinian Refugees: Identity, Space and Place in the Levant*, London, Routledge, 2011. 8. Are John Knudsen, « Syria's Refugees in Lebanon: Brothers, Burden and Bone of Contention », in Daniel Meier, Rosita di Peri (dir.), *Lebanon Facing the Arab Uprisings: Between Internal Challenges and External Constraints*, London, Palgrave Macmillan, 2017. 9. Michel Agier, *Borderlands: Towards an Anthropology of the Cosmopolitan Condition*, Cambridge, Polity, 2016, pp. 68. 10. Loïc Wacquant, *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, Polity Press, 2008.

Le campement (Tyr)

La crise syrienne a transformé des villes multiconfessionnelles, comme Tyr, en lieux d'accueil pour les réfugiés syriens. À Tyr, trois campements de réfugiés et onze implantations et rassemblements (*tajamua'ât*) officiels constituent des logements bon marché pour les Syriens comme pour les premiers habitants, les nombreux réfugiés palestiniens qui s'y sont installés depuis les années 1950. Jall al-Bahar est une implantation palestinienne – un campement officiel – situé sur une mince langue de terre sur le front de mer de Tyr. La plupart des quelques 2 000 Palestiniens sont des réfugiés enregistrés auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Les réfugiés palestiniens installés dans ces camps représentent encore plus de 50 % des réfugiés au Liban, le taux le plus important dans la région. Ils sont situés au plus bas de l'échelle sociale des réfugiés palestiniens. En vivant à l'extérieur des camps officiels, ils ne bénéficient pas des avantages offerts par ces derniers. À Tyr, les maisons s'égrenent le long de la plage. Il n'y a pas de contrôle à l'entrée du campement, ni de check points, ni de présence militaire. Juste une longue rangée de maisons, avec des toits qui fuient et des murs effondrés. Comme pour prouver son insignifiance politique, il n'y a pas de drapeaux, d'affiches ou de bannières identifiant ce lieu comme un espace palestinien. Ces implantations ne sont pas un espace dévolu aux Palestiniens, pourtant bien placés sous juridiction libanaise et soumis à une discrimination patente.

Malgré des moyens limités, les résidents voulant réparer leurs maisons et améliorer leur confort sont empêchés de le faire légalement. Réparations et extensions sont réalisées sans permis approprié et peuvent être détruites. Ceci est conforme aux règlements stricts en matière de construction qui s'appliquent aux campements de réfugiés du Sud, afin d'éviter leur expansion. Les toits métalliques rouillés et les murs en décomposition sont des indices

de la marginalité sociale avancée et de la stigmatisation territoriale du « *zinco* », un terme vernaculaire arabe pour désigner les tôles ondulées en zinc ou en étain. Le bord de la mer est la propriété de la municipalité de Tyr et juridiquement, les résidents de Jall al-Bahar sont des squatters vivants sous la menace d'une expulsion.

Comme dans bien d'autres centres-villes, zones périurbaines et rurales, la pénurie de logements bon marché a transformé les campements de réfugiés palestiniens et les « zones grises » adjacentes – un terme utilisé pour désigner des implantations officielles ou illégales à proximité ou à côté des campements – en refuge temporaire pour les réfugiés arrivés de Syrie. Jall al-Bahar a connu un afflux de résidents suite à la guerre civile syrienne qui a augmenté sa population de 30 %, soit 3 000 personnes. Dans un premier temps, les habitants initiaux ont accueilli les réfugiés et les ont logés chez eux, mais le vent a tourné depuis que les tensions ont augmenté. En cause, la baisse du coût de la main-d'œuvre locale due à l'arrivée des réfugiés syriens.

Le piège de l'invisibilisation

Les Syriens ne sont plus ces « autres » dominants qu'ils étaient avant 2011. Ils sont devenus des non-citoyens, des habitants des bidonvilles, des réfugiés appauvris ou, pire, qualifiés de « merde syrienne ». Selon les termes d'un réfugié vivant à Tyr : « *Les Libanais détestent les Syriens. Nous prenons leur travail, alors ils nous attaquent.* » C'est pour cette raison que les réfugiés syriens qui louent des chambres à Jall al-Bahar évitent de se déplacer ou le font dans l'obscurité, à la nuit tombante, en restant à l'abri des regards ou marchant le long de la plage. Ils se sentent pris au piège, comme Mohammed¹¹, un réfugié palestinien d'une trentaine d'années, originaire du campement de Khan al-Sheikh à Damas, dans l'incapacité de déménager, de gagner de l'argent pour sa famille et en manque criant d'argent, ne pouvant pas se permettre une deuxième migration vers

11. Tous les noms propres sont remplacés par des pseudonymes.

l'Europe. Pour Mohammed, Jall al-Bahar est une impasse, une prison et une cage. La seule liberté dont il jouisse est d'aller dans les lieux publics, le long de la rivière locale, ou de passer la soirée le long de la corniche et le bord de mer à Tyr.

Non loin, un réfugié syrien de la banlieue de Damas loue un baraquement en briques dont le toit de tôles métalliques, maintenues en place par de grandes pierres, fuit. Il partage son unique et étroite pièce avec son frère cadet et sa femme enceinte pour un loyer de 150 \$ par mois au propriétaire qui habite à côté. Bien qu'il soit enregistré auprès du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), sa petite famille n'a pas droit à l'aide réservée à ceux qui ont de nombreuses personnes à charge. Il nettoie des voitures dans un garage local où il travaille 12 heures par semaine, malgré l'interdiction de travailler décrétée en janvier 2015. À part la courte distance entre sa maison et son lieu de travail dans le centre-ville de Tyr, il évite tout contact avec les autres habitants et ses voisins. Cette stratégie d'évitement se répète dans les lieux visités, témoignant de la création de nouvelles frontières sociales en exil. Il s'applique aux réfugiés palestiniens de Syrie (PRS) comme à leurs hôtes et voisins, les réfugiés palestiniens au Liban (PRL) vivant à proximité, avec qui ils ne socialisent pas.

Le déplacement de réfugiés palestiniens de Syrie vers le Liban signifie également que de nouvelles unions se sont formées entre les résidents et les réfugiés déplacés. Jaber, un réfugié palestinien né à Jall al-Bahar, est assis à l'extérieur de sa maison avec sa nouvelle femme, une cousine du côté maternel, née et élevée en Syrie jusqu'à ce qu'elle s'installe à Tyr avec sa famille. Célibataire de longue date, il a cédé à la demande de sa mère de se marier, renonçant ainsi à son rêve de départ pour l'Europe et à rejoindre des membres de sa famille installés à Berlin où se trouve une importante diaspora. « *Je ne suis pas content, dit-il, pas content !* »

Non loin, vit la famille de Haniye. Elle a été obligée de quitter le camp de Yarmouk à Damas à cause de la guerre en Syrie et de revenir à Jal al-Bahar, d'où elle est originaire. Elle avait déménagé à Yarmouk

pour se marier en 1990. Elle s'occupe maintenant de son mari handicapé, de ses frères et sœurs et de ses parents âgés dans la maison exiguë qu'ils partagent à Jall al-Bahar. Son fils adulte est au chômage et quitte rarement la maison par crainte d'être arrêté, après avoir vu d'autres hommes de son âge emmenés par la police. Il supplie sa mère de retourner à Damas, mais elle refuse car il pourrait être enrôlé dans l'armée syrienne et subir le sort de son frère aîné toujours en Syrie, d'où il ne peut sortir à cause de l'enrôlement permanent qu'impose l'état d'urgence aux jeunes hommes.

L'abri (Sidon)

Sidon est une ville à majorité sunnite avec plusieurs camps et implantations de réfugiés palestiniens, en particulier le campement rebelle des réfugiés Ayn al-Hilweh¹². Bastion du « Mouvement futur » et de l'opposition au régime d'Assad, la ville a attiré un grand nombre de réfugiés de Syrie vivant dans des abris de tous genres gérés par des organismes de bienfaisance islamiques, le HCR et des ONG locales, y compris des squatters urbains installés dans les maisons et les usines désertées. Peu de sites illustrent mieux la précarité de la vie dans un campement que le complexe d'Ouzai, de grands bâtiments situés à l'entrée nord de la ville. Il s'agit du squelette bétonné du campus de 5 000 mètres carrés de l'Université islamique Imam Ouzai. L'imposant complexe encore inachevé s'est transformé en squat (« *maskan ghair shara'i* ») avec les premiers réfugiés syriens arrivés fin 2011.

Les propriétaires avaient d'abord accordé aux réfugiés le droit d'y vivre pendant une période limitée mais, suite à l'augmentation de leur nombre, la situation est devenue intenable. En 2013, l'ONG française Première Urgence, avec le HCR, a conclu un contrat de location de deux ans avec les propriétaires (pour un coût d'environ 150 000 \$, transformant le squat d'Ouzai en « refuge collectif » selon le nouveau langage du développement au Liban, l'une des trois catégories officielles de refuges¹³). La désignation de

¹² Marwan Ghandour, « Who Is 'Ain Al-Hilweh? », in *jadaliyya*, 30 Septembre 2013. ¹³ Le Liban reconnaît trois types d'abris : implantations officielle sous des tentes (ITS), les abris collectifs (CS) et des unités de petits abris (SSU).

« refuge » permet de les distinguer des campements de réfugiés, associés au séjour semi-permanent et controversé des réfugiés palestiniens¹⁴.

L'accord impliquait que le HCR installe à chaque étage des points d'eau et des toilettes et fournisse aux résidents des matériaux de construction. L'*open space* a été divisé en cubes, séparés par une allée centrale sombre et terne, qui forment une longue rangée de murs gris et de portes de fortune faites avec du contreplaqué et des draps. Les logements divisés de cette façon sont sommaires : ils forment une pièce avec des murs en béton brut sans cadre de fenêtres, équipées de tapis de sol, de cuisines improvisées, de placards, de téléviseurs et, plus rarement, d'une d'antenne parabolique.

La grande majorité des résidents viennent du district de Hama, en particulier d'Hawija, un petit village à la périphérie de la ville de Hama. Il s'agit d'une zone agricole, de sorte que la majorité des personnes déplacées à Ouzai sont des agriculteurs. Cependant, ils bénéficient souvent d'une expérience dans le secteur de la construction, suite à leur passage à Tyr. Non seulement certains hommes connaissaient cette ville où ils s'étaient d'abord installés, mais ils avaient déjà travaillé comme ouvriers dans la construction pour le complexe d'Ouzai. Ceci montre que les migrations sont influencées par les flux migratoires antérieurs et les expériences familiales ou personnelles transfrontalières d'avant la guerre¹⁵.

La perte du statut de refuge et ses conséquences

Ouzai, le plus grand refuge de Sidon, est rapidement devenu objet de polémique. En 2014, un conflit entre résidents, travaillant comme ouvriers pour un entrepreneur local, tourne mal et la police arrête les personnes impliquées. L'incident renforce l'image d'insécurité que renvoie le refuge, alors que les personnes arrêtées sont rapidement relâchées sans charges retenues contre elles. Mi-2015, le HCR, qui ne peut signer une extension du bail

initial, propose une relocalisation aux résidents qui refusent faute de solutions acceptables.

Fin 2015, le HCR essaye de nouveau d'encourager les départs volontaires, mais les résidents refusent encore pour les mêmes motifs que précédemment. Incapable de trouver une solution au problème, le HCR clôture l'opération. Ouzai perd son statut de refuge collectif et se transforme en un squat autogéré. Le retrait du HCR signifie également la fin de la restauration scolaire pour 200 élèves et de toute perspective d'éducation, une préoccupation majeure pour les résidents.

Depuis 2016, le complexe est géré par un groupe d'amis proches, tous la trentaine. L'un sert de porte-parole et de gestionnaire officieux pour l'ensemble du complexe et les autres sont responsables de l'un des cinq étages dans lesquels se répartissent 170 familles, dont la moitié environ reçoit une aide alimentaire du HCR. Le squat d'Ouzai est donc plutôt considéré comme un abri d'urgence géré par les réfugiés eux-mêmes.

En raison des problèmes de sécurité, la police et la Force de sécurité intérieure (ISF) font des visites quotidiennes sur le complexe et sont fréquemment en contact avec Farid, leader et porte-parole (officieux) du lieu depuis 2015. Farid impressionne les résidents pour sa capacité à désamorcer les bagarres et les combats qui attireraient la police. Mais accusés, sans aucune preuve, d'être armés, les réfugiés d'Ouzai subissent le rejet des habitants et des dignitaires de Sidon, considérant le complexe comme dangereux. Ils exigent que les résidents soient expulsés et déplacés. En janvier 2017, une nouvelle descente de l'ISF sur le complexe a entraîné l'arrestation de 50 hommes, sans aucun mandat de perquisition. Ces hommes ont été placés dans un centre de détention inconnu. Cela montre la précarité des habitants d'Ouzai, toujours sous la menace d'une expulsion.

La plupart des familles résidentes n'ont plus de permis de séjour en règle ; ce qui les empêche de se déplacer au-delà des alentours immédiats. Certains ont réussi à renouveler leurs permis en payant des

¹⁴. Are John Knudsen, « Camp, ghetto, zinco, slum: Lebanon's transitional zones of emplacement », in *Humanity Journal*, vol. 7, n° 3, 2016, pp. 443-457. ¹⁵. Are John Knudsen, « Violence et déplacement: la crise des réfugiés syriens au Liban », in *Maghreb-Machrek*, n° 218, 2014, pp. 29-40.

frais exorbitants de 200 \$. Ils peuvent se déplacer librement en ville et trouver du travail au noir. C'est le cas de Mahmoud, qui vend pour un modeste profit des fleurs achetées chez un grossiste local, le long de la corniche. Il fait ainsi vivre une famille de dix personnes, dont un fils marié qui reste à la maison parce que la famille ne peut payer les frais de renouvellement de son permis. Squatters, ils ne paient pas de loyer et peuvent survivre grâce à une aide et le revenu modestes de Mahmoud : seul le Croissant-Rouge libanais apporte encore un soutien aux résidents. La municipalité de Sidon fournit de l'eau et collecte les ordures.

Un squat (Beyrouth)

La zone de Sabra à Beyrouth est depuis longtemps une destination pour les migrants ruraux et urbains, dès après la création du campement de réfugiés de Chatila (1949). Sabra a rapidement grossi dans les années 1960, alors que le nombre d'implantations officielles se développait sur des terrains privés pour former un paysage de campements (« *Campscares* »), ce qui a brouillé la distinction classique entre les résidents d'un campement et les réfugiés urbains¹⁶. Ni le camp de Chatila, ni la zone de Sabra ne sont désormais réservés aux seuls Palestiniens. Ils attirent de plus en plus de nouveaux migrants en provenance d'Asie et d'Afrique qui, non seulement, s'y établissent mais ouvrent des échoppes et des entreprises¹⁷. Suite à la révolte syrienne de 2011, la région de Sabra et Chatila a connu un afflux rapide de réfugiés, dont environ 5 000 personnes uniquement à Chatila, ce qui a augmenté les tensions¹⁸.

À environ 300 mètres au nord du camp de Chatila, le long de la route principale à l'ouest de Sabra, le complexe de Gaza, ex-hôpital Ramallah-Gaza construit en 1983 par l'Organisation de libération

de la Palestine (OLP), est formé de quatre bâtiments surpeuplés de plusieurs étages. Les bâtiments comprenaient l'hôpital à proprement dit, la maternité, l'école de soins infirmiers et l'administration. L'hôpital non achevé a cessé de fonctionner au moment de la « Guerre des camps » (1984-1989), et les bâtiments abandonnés sont devenus le refuge des Palestiniens déplacés de Tell al-Zatar et de Sabra.

Les premiers réfugiés s'y sont installés en 1985, lorsque les bâtiments endommagés et pillés n'étaient encore que des coquilles incendiées. En un an, les bâtiments se sont remplis de squatters palestiniens. Ils sont nombreux parmi les premiers occupants à y vivre encore. Devenus les propriétaires *de facto* des lieux, ils contrôlent les bâtiments et les locations. On le voit bien dans le bâtiment de l'hôpital, le squat le plus grand, le plus complexe et ethniquement diversifié¹⁹, mais cela se décline dans tous les bâtiments. Des résidents propriétaires, des Palestiniens installés là depuis le milieu des années 1980, louent des chambres indifféremment à des réfugiés (palestiniens et syriens), des travailleurs migrants (africains et asiatiques) ou des Libanais pauvres. La distinction entre propriétaires, bailleurs et locataires s'estompe puisqu'ils ne possèdent aucun titre formel de propriété, les bâtiments appartenant encore, de fait, à l'OLP.

Les bâtiments se fondent extérieurement avec les autres maisons du quartier pour créer une « *continuité* » urbaine, mais leur administration est différente ainsi que leur composition ethnique et leur organisation sociale. Le complexe de Gaza dépend administrativement des municipalités de Beyrouth et de Ghobeiry, trois bâtiments relèvent de la municipalité de Beyrouth, tandis que le quatrième dépend de Ghobeiry, contrôlée par le Hezbollah. Les bâtiments occupent cinq parcelles, dont quatre sont situées sur un terrain privé et le dernier appartient au ministère de l'Intérieur. Cela signifie que

¹⁶. Diana Martin, « From spaces of exception to "campscares": Palestinian refugee camps and informal settlements in Beirut », in *Political Geography*, n° 44, 2015, pp. 9-18. ¹⁷. Assaf Dahdah, « Négocier sa place chez l'autre: les migrants dans les espaces palestiniens à Beyrouth », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 2, 2014, pp. 25-47. ¹⁸. Hala C. Abu Zaki, « Les réfugiés de Syrie dans le camp de Chatila : conflits de légitimité et solidarités entre "nouveaux" et "anciens" réfugiés », in *Confluence Méditerranée*, n° 92, 2015, pp. 49-59. ¹⁹. Michel Agier, « Parcours dans un paysage flottant de frontières », in *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 30, n° 2, 2014, pp. 13-23.

l'ensemble des bâtiments se situe dans une zone grise juridiquement, administrativement et géographiquement. Cela se constate également dans la façon dont ils sont gérés.

En raison du désaccord entre le Fatah et les autres factions palestiniennes, le complexe de Gaza n'est pas administré par un comité populaire, comme c'est le cas pour les camps de réfugiés. Après plusieurs tentatives infructueuses d'établir un comité populaire, c'est à une ONG locale, l'Aide populaire pour le secours et le développement (PARDD), qu'incombe le rôle d'administrer deux des bâtiments en tant que camp informel ou « officieux » (« abri collectif ») et de fournir des bons alimentaires et une aide en nature aux réfugiés nécessiteux des quatre bâtiments. En 2007-2008, le Conseil norvégien pour les réfugiés (CNRC) a amélioré le confort des bâtiments avec une nouvelle plomberie, des toilettes et des égouts, ainsi que l'accès à de l'eau potable. Cependant, rien de tout cela ne peut compenser les problèmes structurels majeurs, qui causent les problèmes de santé chroniques dont souffrent les résidents.

Une histoire verticale des réfugiés au Liban

Suite à la révolte syrienne, le nouvel afflux de réfugiés et la levée temporaire de l'interdiction de construire, de nouveaux étages ont été ajoutés à tous les bâtiments pour accueillir les nouveaux réfugiés et leur famille. Certains étages sont perchés de manière précaire sur des poutres en acier improvisées. Environ 2 250 personnes (450 familles) résident maintenant dans des bâtiments congestionnés. Les résidents sont en majorité palestiniens (250), suivis par les Syriens (105), les Africains et les Asiatiques (80) puis des Libanais parmi les plus pauvres (15). Les conditions de vie varient beaucoup en fonction de l'emplacement, du contrat de location et de la durée du séjour. La plupart des locataires consacrent tous leurs revenus à la location d'une pièce entre 200 à 300 dollars par mois, et survivent grâce aux bons alimentaires du HCR et d'autres formes d'aides fournis par le PARDD.

S'efforçant de joindre les deux bouts, aucun d'entre eux n'a les moyens de financer une migration vers l'Europe. Certains envisagent plutôt de retourner en Syrie, lorsque les conditions le permettront.

Malgré les problèmes structurels, le surpeuplement et l'humidité, des familles nécessiteuses espèrent trouver ici un logement abordable, une aide en nature et, finalement, survivre dans la jungle urbaine. Les différents niveaux surpeuplés des bâtiments de Gaza semblent raconter, à la verticale, l'histoire des migrations, avec une succession de résidents échappant aux conflits, aux déplacements et aux dénuements successifs et emblématiques de l'histoire mouvementée du Liban, de sa guerre civile (1975-1990) à nos jours.

Dans l'un des nouveaux étages supérieurs, Fadia, son mari, tous deux la trentaine, et leurs six enfants, louent une petite pièce avec une cuisine attenante et une salle de bain pour 275 \$. Ils sont arrivés d'Alep, en Syrie, il y a plus d'un an. Leur permis de séjour ayant expiré, la famille survit grâce aux bons alimentaires distribués par le PARDD et aux revenus du mari, travailleur journalier. Leurs plus jeunes enfants sont accueillis dans un centre de jour local, mais ils restent surtout à l'intérieur de l'appartement vide, à l'exception d'un téléviseur.

Dans un des étages intermédiaires vit une famille de onze réfugiés syriens d'Idleb, arrivés début 2015. Le mari est travailleur journalier dans la construction, comme la plupart des hommes ici, laissant sa femme cuisiner et s'occuper des enfants. Elle n'a aucun contact avec ses voisins et ne quitte jamais l'immeuble, sauf pour aller chercher les bons alimentaires du HCR et les utiliser pour faire ses courses au marché local. Aucune de leurs quatre filles mineures ne quitte l'appartement modeste loué pour 200\$. Ni elles, ni leurs frères et sœurs aînés, ne socialisent avec les voisins ni ne fréquentent l'école, à cause du manque d'argent.

À un étage inférieur, il y a Aïda, dont le mari a disparu en Syrie depuis que la famille a quitté le camp de Yarmouk en 2011 pour s'installer d'abord à Chatila, puis dans le complexe de Gaza. Unique soutien de la famille, elle travaille six jours par semaine à nettoyer un restaurant de shawarma. Tous ce qu'elle gagne part dans le loyer mensuel de 250 \$

payé au propriétaire palestinien qui vit au rez-de-chaussée. Elle a trois sœurs vivant dans d'autres parties du bâtiment et une tante âgée installée à Chatila. À travers elles, on constate le rapport entre les liens familiaux et l'installation sur un site. Ici aussi, les murs lugubres, les tapis modestes au sol et les couvertures usées témoignent d'une existence de survie épuisante.

Une famille élargie palestinienne arrivée en 1985 réside dans un étage inférieur. En tant que primo-habitants, ils détiennent la propriété de fait des locaux, ne payent aucun loyer et bénéficient de logements de qualité supérieure, de carrelage, d'une télévision murale et d'un canapé, un contraste flagrant avec leurs voisins démunis. Le fait que la plupart des premiers habitants palestiniens, environ 20 familles, vivent encore dans le bâtiment, montre la difficulté à déménager et trouver des logements abordables ailleurs, ainsi que le rôle historique du complexe de Gaza comme refuge d'urgence pour les sans-abris.

Conclusion

Cet article visait à montrer l'architecture des déplacements des réfugiés échoués dans des hétérotopies urbaines qui n'étaient pas destinés à l'habitation humaine. Cela reflète l'observation de Martin Heidegger selon laquelle « *tout bâtiment n'est pas une demeure*²⁰ ». En effet, des lieux tels que des « *hangars, stades et centrales électriques sont des bâtiments, pas des demeures* ». On peut donc dire, en reprenant Heidegger, que les réfugiés habitent ces bâtiments, mais n'y demeurent pas. Le fait de demeurer signifie non seulement « *loger, rester dans un lieu* », mais aussi être en paix et finalement en sécurité, « *protégé du préjudice et du danger*²¹ ».

Les sites décrits ici sont plutôt des abris d'urgence où résident les personnes les plus défavorisées mais où elles ne demeurent pas, dans le sens d'Heidegger. Elles vivent une existence temporaire qui dure, précaire, avec peu de contacts avec l'extérieur, dans des chambres et des appartements exigus qui ne

sont pas leur maison, et n'en offrent ni la sécurité ni la paix. Subissant tous les difficultés d'une existence précaire et d'une situation temporaire – hors des catégories administratives, bureaucratiques et gouvernementales –, les réfugiés les plus pauvres ne peuvent aller de l'avant.

Il existe un flux considérable dans les abris examinés ici, dans des échelles de temps différentes et selon les changements de politique, mais avec une superposition et une ambiguïté des catégories qui illustrent la permanence du caractère officieux de la présence des réfugiés au Liban. Dans les regroupements officieux (implantations) de Tyr, les réfugiés de Syrie vivent à côté de réfugiés palestiniens apatrides qui sont également physiquement, socialement et économiquement des marginaux dans la société libanaise. Jall al-Bahar est en même temps un squat, un campement non officieux et un abri, où les réfugiés de Syrie ont trouvé temporairement refuge mais ne sont pas chez eux.

À Sidon, le bâtiment d'Ouzai s'est transformé en refuge sous l'égide du HCR mais, à partir de 2016, est redevenu un squat autogéré sous surveillance policière. Les squatters n'ont pas le droit d'y résider ni de permis de séjour valide. Ils sont donc régulièrement arrêtés pour violation de résidence et peuvent être expulsés de force. Dans le complexe de Gaza, à Beyrouth, les réfugiés syriens vivent à proximité des Palestiniens et des Libanais pauvres, mais n'ont presque aucun contact avec leurs voisins ni la société libanaise. Devenus un refuge pour des Palestiniens déplacés, pendant la guerre civile, puis un campement officieux sous administration des ONG, avec des résidents qui n'ont pas de titre de propriété, les bâtiments de Gaza restent techniquement un squat, et ce bien que des loyers soient payés à des propriétaires *de facto* contrôlant l'ensemble.

Ces différents exemples témoignent de l'émergence de zones urbaines floues où les réfugiés naviguent entre des catégories juridiques, spatiales et sociales variées, maintenant des vies entre parenthèse dans une situation temporaire sans fin. ■

Traduit de l'anglais par Catherine Guilyardi.

²⁰ Martin Heidegger, « Building dwelling thinking », in *Poetry, Language, Thought*, New York, Harper, 1971, p. 143.

²¹ *Ibid.*, p. 147.